

Notre priorité c'est le printemps 2016 !

Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas d'entretenir une nouvelle fois les illusions d'une élection présidentielle. Les solutions pour sortir de la crise générale ou les politiques de droite et de "gauche" ont mis notre pays, ne viendront pas d'une candidature "providentielle"

fut-elle le résultat d'un large rassemblement. L'élection de 2012 est là pour nous servir d'expérience.

Aujourd'hui, notre peuple peut-il accepter que l'année anniversaire des 80 ans du front-populaire, soit porté un coup mortifère à ce qui est la somme des conquêtes du monde du travail depuis des décennies de luttes, notre code du travail ?

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est de développer un rapport de force qui mette en échec ce projet du gouvernement

au service du MEDEF.

Déjà la pétitions" loi du travail? non merci !" a recueilli en moins d'une semaine, plus d'un demi million de signatures .

La jeunesse qui y voit un remake du CPE, à la sienne "on vaut mieux que cela !" qui connaît un succès identique.

Pour la première fois depuis 2013, une intersyndicale est au travail pour faire converger une réponse unitaire, avec y compris le syndicat étudiant l'Unef et les syndicats lycéens.

Pour autant, entre "contenir, amender ou retirer le projet", il y a toutes les différences du niveau de conscience au sein du mouvement social naissant.

Quel rôle peuvent y jouer les communistes et leur parti ?

La fracture au sein du Parti socialiste après la charge contre Hollande et Valls publiée par Le Monde, montre qu'il est possible de battre le Medef et le projet du gouvernement, si nous savons élargir la mobilisation.

Bien au-delà de la gauche, il est des abstentionnistes, des électeurs qui ont voté FN croyant voter contre le système qui peuvent retrouver le chemin de la lutte, et pourquoi pas celui de l'adhésion à notre parti.

Mais l'objectif n'est pas seulement de gagner sur ce qui fait le cœur de la lutte des classes.

Parce que nous voulons être révolutionnaires, il s'agit dans le même mouvement

de faire grandir les exigences de démocratie contenues dans les colères de notre peuple.

Déjà l'éventualité d'avoir une nouvelle fois recours au 49/3, est devenue insupportable, et le gouvernement, la ministre du travail l'ont bien perçue. C'est un premier signe de l'évolution du rapport de force.

Il faut mettre "hors la loi" ce mode de gouvernance d'un autre âge, et exiger que ce soit le débat parlementaire qui l'emporte sur les méthodes autoritaires : **la république parlementaire doit s'imposer face au monarchisme présidentiel de la Ve république obsolète.** C'est dans la dynamique du mouvement social que doivent se construire les exigences politiques de chaque étape, reflet du rapport de force.

N'est-il pas encore temps de reposer la revendication qui fut celle des communistes en retrouvant la logique de l'ordre des élections ?

Les véritables "primaires" à la française, et non à "l'américaine", ce sont les élections législatives d'abord, et l'élection d'une présidence en second lieu (dont le mode de scrutin doit être révisé).

Avons nous renoncé ?

Peut on continuer à brouiller les lignes, en fustigeant le pouvoir personnel de la constitution actuelle dans notre presse, tout en se précipitant dans la course à l'élysée pour 2017, sans rien remettre en cause ?

Comment les populations peuvent-elles envisager une autre perspective politique que celle assénée par les médias dominants, avec notre participation ?

Qui montrera la rupture nécessaire ?

Il reste que dans la bataille décisive des mois à venir, pour être crédible, se joue également la force des propositions d'une autre politique possible .

Il ne s'agit pas de continuer à produire des catalogues de mesures, qui nous tiennent lieu de projet, comme à chaque nouvelle élection présidentielle.

Mais de **dire clairement les conditions politique et économique, nécessaires à la réussite de nos objectifs.**

Ainsi pour ne prendre que la première mesure d'urgence : "l'augmentation de 15% du Smic en 3 ans...". Pourquoi pas.

Mais à quelles conditions de désobéissance des seuils imposés par la BCE et la commission de l'europe capitaliste ? surtout s'il nous est interdit de pratiquer une politique de relance ? comment s'engager sur des objectifs que nous ne pourrions pas tenir.

De ce point de vue, **l'expérience de la Grèce doit nous faire réfléchir jusqu'au bout.**

Ni Syriza, ni Podemos, ne constituent des "modèles", encore moins "des

concrétisations les plus avancées", comme on peut le lire page 30 et 31 de la "France en commun".

Nous ne pourrons pas faire l'économie d'une réflexion sur une voie française avec ses caractéristiques qui soit le reflet de nos expériences historiques.

La préparation du congrès ne fait que commencer, faisons confiance à la réflexion collective.

MAURICE André section de Nantes .